Luc Forlivesi, Georges-François Pottier, Sophie Chassat (dir.), *Éduquer et punir. La Colonie agricole et pénitentiaire de Metray (1839-1937)*

256 pp. (24 planches d'illustrations hors texte), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, ISBN 2 86847 133 5.

Michel Porret

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/chs/172>

DOI : 10.4000/chs.172

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 149-150

ISBN : 978-2-600-01160-0

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Michel Porret, « Luc Forlivesi, Georges-François Pottier, Sophie Chassat (dir.), *Éduquer et punir. La Colonie agricole et pénitentiaire de Metray (1839-1937)* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 11, n°1 | 2007, mis en ligne le 19 janvier 2009, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/chs/172> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.172>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2022.

© Droz

Luc Forlivesi, Georges-François Pottier, Sophie Chassat (dir.), *Éduquer et punir. La Colonie agricole et pénitentiaire de Metray (1839-1937)*

256 pp. (24 planches d'illustrations hors texte), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, ISBN 2 86847 133 5.

Michel Porret

RÉFÉRENCE

Luc Forlivesi, Georges-François Pottier, Sophie Chassat (dir.), *Éduquer et punir. La Colonie agricole et pénitentiaire de Metray (1839-1937)*, 256 pp. (24 planches d'illustrations hors texte), Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, ISBN 2 86847 133 5.

- 1 Occasionnelle ou répétitive, la « délinquance juvénile » est un problème ancien. Il met à l'épreuve les institutions répressives, celles du contrôle social, tout en nourrissant une importante réflexion morale et sociale sur la causalité de la « délinquance juvénile » que la criminologie veut « objectiver » en la quantifiant. Dès la Restauration, le débat public sur cet objet (*enfance délinquante*, *enfance dangereuse*) occupe les philanthropes, les moralistes, les magistrats et les pénalistes, bien que les publications sur le sujet paraissent dès la fin du Second Empire et se multiplient sous la III^e République. Au siècle de la « question sociale » que Sismondi et Marx évaluent en termes économiques, le débat condense deux problématiques : les liens entre paupérisme et délinquance juvénile ; les « voies correctives » pour sortir le mineur de l'engrenage récidivant. Ce livre collectif réunit dix-sept auteurs (historiens, littéraire, philosophe, enseignants, spécialiste de la Protection judiciaire de la Jeunesse, archiviste, etc.) pour penser la délinquance juvénile en donnant sens et mémoire à la *Colonie agricole de Metray* (Touraine). Entre 1839 et 1937, l'institution « redresse » 17 000 délinquants âgés de 6 à

21 ans (voleurs, vagabonds, orphelins). Parmi eux, Jean Genet, détenu 30 mois, du 2 septembre 1926 au 1^{er} mars 1929 (cf. son roman : *Miracle de la rose*, 1946).

- 2 Genèse et déclin des colonies pénitenciaires au XIX^e siècle, exemplarité de Mettray comme l'institution d'« éducation correctionnelle », libéralisme des membres fondateurs (magistrats, financiers, aristocratie, ecclésiastiques, militaires, notables scientifiques, ministres), formation des éducateurs, éducation des détenus (instruction élémentaire, éducation physique et morale, formation professionnelle), personnel et architecture de la colonie, travail agricole, représentation littéraire et imagerie noire suite au « scandale de Mettray » en 1909 (« bain pour enfants »), séjour de Jean Genet, « modèle carcéral » pour Michel Foucault, Mettray dans le réseau européen de l'éducation surveillée : autour de ces thématiques traitées inégalement (parfois hâtivement sur le plan rédactionnel), l'enquête offre une histoire institutionnelle, intellectuelle, sociale et culturelle de la colonie agricole. Dès 1839, né du paternalisme des 59 membres fondateurs (« Société Paternelle ») réunis à Paris chez le juge Frédéric-Auguste Demetz, l'établissement répondra à l'échec avéré de la prison, école de la récidive criminelle. Avec la « colonie agricole » et le « patronage des jeunes détenus », Mettray institutionnalise avec paternalisme le libéralisme carcéral et pénal de la monarchie de Juillet dans un établissement spécial pour les enfants délinquants à l'instar du quartier spécialisé de la Petite Roquette (Paris). Comme le propose notamment Charles Lucas, partisan d'une pénalité corrective et éducative, la prison séparera les criminels endurcis (adultes) des délinquants mineurs qui peuvent être redressés puis socialement réinsérés.
- 3 Éducation, formation, rédemption par la nature, patronage moral des jeunes libérés contre la récidive : cette économie punitive place Mettray au pinacle des établissements modèles que légalise la loi du 5 août 1850 (colonies agricoles). Hors de la « ville corruptrice », la prison sans mur au milieu des champs régénèrera dans le travail le délinquant juvénile issu des classes dangereuses (laborieuses) et paupérisées. Or, le modèle initial d'établissement correctif en milieu ouvert s'effrite lentement face aux pratiques carcérales qui triomphent vers 1900. Sous la III^e République, la crue des colonies pénitenciaires multiplie les effectifs en dégradant les conditions de détention et la formation du personnel. Pire, la culture pénitenciaire impose ses normes disciplinaires : dressage corporel, soumission, violence, cachot, etc. Selon Jean-Jacques Yvrol (introduction), la colonie agricole devient un « bain d'enfant » où l'on se tue par désespoir, car on ne veut pas affronter la question de la misère des plus démunis. Au nom du progrès, l'idéal correctif tourne à l'usage répressif pour la « défense sociale républicaine ». Entre 1918 et 1937, Mettray devient l'antichambre du « régiment disciplinaire », la « propédeutique » du bain ou de la centrale criminogène. Il reviendra à l'Ordonnance de 1945 de créer au sein du ministère de la Justice la « direction de l'Éducation surveillée », détachée de l'Administration pénitenciaire. Si l'esprit de la loi est éducatif contre la criminalisation de la délinquance juvénile, les moyens manquent, notamment au *Centre Spécial d'Observation de l'Éducation surveillée* de Fresnes... installé en milieu carcéral.
- 4 L'histoire de la colonie agricole et pénitenciaire de Mettray signale l'échec du réformisme carcéral issu du philanthropisme paternaliste d'après la Révolution. Comme l'a notamment affirmé Michel Foucault (*Surveiller et punir, Naissance de la prison*, Paris, 1975), pour adultes ou pour mineurs, la prison échoue dès sa généralisation à l'aube du XIX^e siècle. Ses objectifs répressifs et ses moyens financiers ne correspondent

pas à l'idéal carcéral de l'État de droit – neutralisation sociale plutôt qu'expiation, réinsertion plutôt que récidive. Sans le dire, l'enquête collective sur Matraty pose un problème crucial pour notre société démocratique déboussolée, où le retour de l'ordre moral et de l'autorité répressive se dressent face à la violence sociale : l'État choisira entre le « traitement socio-éducatif » et l'approche « carcéralo-pénale » de la déviance juvénile. *Éducation ou répression ?* Ce choix politique importe, d'une certaine manière, pour l'avenir même des institutions démocratiques du contrôle social de la délinquance. Sur ce plan, le livre reste précieux car il historicise dans la plus longue durée certaines peurs contemporaines face à la délinquance juvénile.

AUTEURS

MICHEL PORRET

Université de Genève, Département d'Histoire, Rue Saint-Ours 5, CH-1205 Genève,
michel.porret@lettres.unige.ch